

sur la colonne quand elle déboucherait du quai sous le feu de la façade. Lamartine fait dire au général de faire avancer une seconde colonne par les rues qui sont parallèles au quai et qui débouchent du côté opposé au fleuve sur la place. même manœuvre encore que celle du 9 thermidor, quand Bourdon de l'Oise marcha sur Robespierre par ces rues latérales, pendant que Barras marchait par le quai.

Enfin après un moment donné à l'exécution de ce mouvement Lamartine et son collègue débouchèrent à cheval en tête de la colonne d'attaque sur la place de Grève, aux cris de Vive la représentation nationale ! Un mouvement de confusion les sépara. Les artilleurs et les gardes nationaux qui entouraient Lamartine le conjuraient de descendre de cheval, de peur que son élévation au-dessus de la foule, ne le fit choisir pour but des décharges qu'on s'attendait à recevoir au pied de l'édifice : « Non, non, s'écria Lamartine, si quelqu'un doit « tomber le premier pour la cause de l'Assemblée nationale c'est moi ! » et il traversa sous un rideau de baïonnettes, de sabres, et de drapeaux la place. Son cheval ne marchait plus, il était soulevé et porté jusque dans la cour du palais ? Pas un coup de fusil n'avait été tiré.

Les gardes nationaux qui avaient devancé la tête de colonne, et les gardes mobiles se précipitèrent à l'assaut des escaliers. Ils s'emparèrent déjà sans

résistance de Barbès et de ses complices. Ce fut une mêlée sans combat. on ignorait en bas ce qui se passait en haut. on s'attendait à des scènes tragiques de résistance désespérée, de meurtres ou de suicides comme ceux qui signalèrent l'arrestation d'Henriot ou de Couthon. La foule était tellement épaisse dans la cour, que Lamartine ne pouvait descendre de son cheval. « Parlez-nous ! parlez-nous, » lui criait-on en élevant les mains et les armes vers lui.

« Citoyens s'écria Lamartine, la première tribune « du monde c'est la selle d'un cheval quand on « rentre ainsi dans le palais du peuple, entouré de « ce cortège de bons citoyens armés pour y étouffer « les factions démagogiques et pour y réinstaller « la vraie République et la représentation nationale « avec vous ! »

## VIII.

Lamartine après ces paroles fut moins entraîné que porté sur les bras des gardes mobiles, des gardes nationaux et des citoyens, à travers les vestibules, les escaliers et les corridors, jusqu'à une petite salle du premier étage où la même affluence, le même tumulte, les mêmes armes, et la même exaltation régnaient.

Quelques-uns des chefs de l'insurrection, et Barbès leur complice par entraînement, étaient

déjà enfermés dans une pièce voisine. Ils n'avaient fait aucune résistance, la promptitude de résolution et la rapidité de la marche de la colonne d'attaque dirigée par les deux membres du gouvernement, n'avaient pas laissé aux conspirateurs le temps de grossir leur nombre, d'appeler leurs partisans, et d'organiser leur défense. Les cinq à six mille hommes qui étaient entrés avec eux à l'Hôtel de Ville s'étaient débandés et dispersés à l'aspect des premières compagnies de garde nationale à pied et à cheval et des dragons de M. de Goyon colonel actif prenant ordre de lui-même et adoré de son régiment.

Réunis en conseil tumultueux dans la salle de toutes les révolutions à l'Hôtel de Ville, leur triomphe n'avait duré que deux heures. Ils les avaient employées à se constituer par une sorte de scrutin populaire en dictature révolutionnaire collective, composée de Barbès, Louis Blanc, Albert, Blanqui, Raspail, Huber, Sobrier, Proudhon, Pierre Leroux, Cabet. C'était le gouvernement des clubs proscrivant le gouvernement de la nation, la coalition des sectes, contre la représentation du pays. Beaucoup de membres de ce gouvernement ignoraient même qu'on avait usurpé leurs noms. Lamartine et Ledru Rollin signèrent révolutionnairement aussi et sans autre titre que l'urgence et la vindicte publique, l'ordre d'arrêter les con-

jurés présents, et de les conduire à Vincennes.

Mais la foule immense et armée qui se pressait de minute en minute sur la place et l'indignation de Paris qui s'exaltait par l'horreur et par la répression soudaine de l'attentat, firent craindre à Ledru Rollin, à Lamartine et à Marrast, que les coupables ne pussent traverser impunément pendant le jour les rues et les places soulevées contre eux. ils ne voulaient pas qu'une révolution pure jusque-là fit couler une première goutte de sang, même le sang de ceux qui avaient voulu la corrompre et la souiller. Ils savaient que la pire des corruptions pour un peuple c'est la corruption par le sang versé sous ses yeux; d'accord avec M. Marrast qui était resté intrépide quoique emprisonné par la sédition dans l'Hôtel de Ville, ils pourvurent de sang-froid à ce danger, en ordonnant que les prisonniers ne fussent conduits qu'à une heure avancée de la nuit et sous une forte escorte à Vincennes.

## IX.

Ces mesures prises, la foule croissante et tumultueuse dans le palais sépara les deux membres du gouvernement.

Lamartine se hâta de sortir pour aller rassurer l'Assemblée nationale en permanence. Pendant le peu d'instants qu'il avait passés à l'Hôtel de Ville, la place et les quais s'étaient couverts de baïon-

nettes de toutes les légions de Paris. De ses deux chevaux qu'il avait envoyés chercher chez lui pendant la marche de la colonne, l'un monté par M. de Forbin Janson avait été arrêté avec ce brave volontaire, qu'on avait pris pour un insurgé et jeté au cachot. l'autre monté par un jeune garde national, M. Guillemeteau, avait renversé son cavalier sur le Pont-Neuf. Ce cheval avait été ramené sur la place par un dragon. Lamartine presque étouffé au sortir de l'Hôtel de Ville par l'élan passionné vers lui, des gardes nationaux et du peuple, cherchait un cheval pour échapper à la foule, et pour respirer au-dessus de la multitude dans laquelle il était submergé. en passant devant le front du régiment de dragons, il reconnut son cheval et s'élança en selle.

Il revint par les quais à l'Assemblée nationale. Des groupes de peuple enivrés de cette victoire de la vraie république sur une anarchie de quelques heures l'entouraient en battant des mains. La bride de son cheval était tenue par des artilleurs. il était suivi d'un cortège de garde nationale à cheval, de gardes nationaux à pied, de dragons, et de citoyens qui se relayaient pour l'acclamer, l'applaudir, serrer sa main, toucher ses habits. Les trottoirs, les embouchures des ponts, les fenêtres, les toits, les terrasses du Louvre et des Tuileries, étaient couverts d'hommes de toutes conditions, de femmes,

de vieillards, d'enfants qui battaient des mains sur son passage, qui versaient des larmes, qui le saluaient de leurs mouchoirs agités de loin, qui jetaient des fleurs sur son cheval. Un seul cri de Vive la République, Vive l'Assemblée nationale, Vive Lamartine, le poursuivit en se renouvelant depuis les degrés de l'Hôtel de Ville jusqu'aux degrés de la chambre des députés. Jamais le nom d'un simple citoyen adopté pour symbole de l'ordre rétabli, ne fut porté plus haut par un peuple pour redescendre quelques jours après plus soudainement dans l'impopularité. on voyait que de tous les triomphes celui qui enivrait le plus le peuple français, c'était le triomphe sur l'anarchie.

## X.

Lamartine en descendant de cheval monta à la tribune. il annonça à l'Assemblée que son règne était rétabli, et que le gouvernement allait prendre des mesures pour punir et prévenir de tels attentats. l'Assemblée se sépara aux cris de Vive la République. Les gardes nationaux des banlieues et des départements voisins de la capitale affluèrent d'eux-mêmes la nuit et le lendemain dans Paris, pour venger au besoin la représentation. Dans la nuit le gouvernement réuni au Luxembourg régularisa ce mouvement, interrogea le préfet de police Caus-

sidière, fit arrêter les complices de la sédition, nomma M. Clément Thomas commandant général de la garde nationale de Paris, remplaça les généraux dont l'indécision et l'étonnement avaient paralysé l'énergie. il leur substitua des chefs plus actifs et plus populaires dans l'armée.

Le lendemain il ne restait plus de trace du mouvement révolutionnaire qui avait consterné la France, si ce n'est parmi les *Montagnards* à la préfecture de police, et dans les casernes de la garde républicaine.

Ces corps révolutionnaires armés, que Caussidière avait sous la main pour la sûreté de Paris, mal inspirés par leur connivence avec les clubs ou mal dirigés par Caussidière, avaient manqué la veille à tous leurs devoirs, leur inertie au moins avait abandonné l'Assemblée nationale à ses envahisseurs, l'Hôtel de Ville à la conspiration. Le gouvernement ordonna leur épuration. Les gardes républicaines obéirent aux premières sommations et remirent leurs armes en murmurant. Le corps des *Montagnards* se fortifia au nombre de trois mille hommes dans la préfecture de police, ne voulant reconnaître d'autre autorité que celle de Caussidière, et menaçant de soutenir un siège désespéré et de verser des flots du sang de la garde nationale, si on tentait de les déloger de force. Le général Bedeau reçut ordre d'entourer la pré-

fecture avec six mille hommes de troupes et vingt-cinq mille hommes de garde nationale, pour contraindre ces soldats indisciplinés ou rebelles à la soumission, et pour opérer leur désarmement.

Le général Bedeau les cerna dès le matin. L'exaspération de la garde nationale contre ces complices présumés ou ces partisans secrets des clubs, était extrême. on demandait à grands cris l'assaut. Les canons menaçaient les portes. Ces trois mille soldats de Caussidière avaient des munitions considérables. Ils étaient déterminés à faire acheter leur reddition au prix de beaucoup de sang versé, et à faire à l'extrémité sauter le quartier.

A deux heures Caussidière appelé une seconde fois au Luxembourg par la commission exécutive, refusa de donner sa démission volontaire. Il tint un langage ambigu où l'obéissance et la menace sourde se confondaient sous l'équivoque des expressions et des gestes. Lamartine qui la veille encore avait été d'avis de garder Caussidière, comme un homme utile, courageux, et facile à rattacher par ses bons sentiments et par son ambition au parti de l'ordre dans la République n'hésite plus. Il sort avec Caussidière, il monte dans sa voiture, Il prend avec lui le chemin de la préfecture de police. il lui représente en route le péril de sa situation, la grandeur de sa responsabilité, la nécessité absolue de donner sa démission,

l'estime qui s'attachera à son nom, s'il parvient comme il le doit à obtenir la soumission de son armée sans effusion de sang.

Caussidière savait que de tous les membres du gouvernement, Lamartine, quoique tout à fait étranger à ses antécédents révolutionnaires, avait été le plus confiant dans son caractère, et le plus disposé à le soutenir. Il cède à ses représentations empreintes d'un intérêt non suspect. il autorise Lamartine à reporter sa démission au gouvernement, il s'engage à faire les suprêmes efforts pour dissoudre les Montagnards. Lamartine de son côté idole ce jour-là de la garde nationale de Paris et des départements, s'engage à suspendre l'attaque, et à disposer les citoyens à la temporisation et à l'indulgence pour les assiégés.

Sur le pont Saint-Michel, la voiture qui conduisait les deux négociateurs tombe au milieu des vingt mille gardes nationaux faisant le blocus de la Préfecture. Ils reconnaissent Lamartine, ils l'arrachent de la voiture, ils le couvrent d'acclamations, ils l'étouffent d'enthousiasme, ils l'entourent d'une telle foule et de tels transports, qu'il ne peut traverser de longtemps le pont pour aller les passer en revue et les exhorter à la concorde. Tous les rangs se rompent à son nom et se précipitent vers lui aux cris de Vive Lamartine. Il est obligé pour se soustraire à leur ivresse de se réfugier dans une

rue latérale. La foule des gardes nationaux s'y élance sur ses pas. il échappe difficilement à la multitude en se jetant dans une maison d'imprimeur. Quelques officiers barricadent la porte en dedans contre l'élan passionné de la garde nationale et du peuple. Là, il fait appeler successivement quelques-uns des commandants; il les charge de répandre le bruit d'un accommodement prochain dans les rangs. L'irritation se calme dans les assaillants. Caussidière, de son côté, raisonne et apaise les Montagnards. Le général Bedeau les dissout sans concession et sans résistance. Le sang de Paris est encore une fois épargné. Le 15 mai imprime plus de confiance à l'Assemblée nationale et plus d'énergie au gouvernement. On louvoie encore, mais des mains plus fermes tiennent le timon.

## XI.

Le général Cavaignac, à son arrivée à Paris, reçoit le ministère de la guerre qui l'attendait, comme on l'a vu plus haut. Il s'en saisit avec cette assurance ferme quoique modeste qui indique dans un homme la confiance dans son aptitude. Lamartine, qui prévoit des journées prochaines et inévitables à l'établissement de la République placée à son berceau entre deux natures d'ennemis, étudie d'un coup d'œil le général et n'hésite pas à se con-

fier du salut de la République à son caractère. Il le presse de profiter de la popularité de son nom et de demander au gouvernement les forces disciplinées suffisantes pour couvrir l'Assemblée nationale contre les tentatives prochaines des factions. On évalue de concert ces forces à cinquante-cinq mille baïonnettes dans Paris, savoir : quinze mille hommes de garde mobile. Deux mille six cents hommes de garde républicaine épurée et réorganisée. Deux mille cinquante gardiens de Paris. Vingt mille hommes de troupes de ligne dans les casernes. Enfin quinze mille hommes de troupes de ligne dans la division de Paris, pouvant être rendues en quelques heures sur le champ de bataille.

Ces précautions militaires plus que suffisantes, vivement réclamées par Lamartine, n'éprouvèrent aucune opposition dans le conseil. Tout le monde y voulait avec la même sincérité une République fortement armée contre l'anarchie, danger des Républiques naissantes. On supposait toujours au dehors entre les membres du gouvernement, entre Lamartine et Ledru Rollin surtout des dissentiments et des divisions : ces divisions n'existaient plus depuis le grand acte de concorde qui avait rallié à l'Assemblée nationale les trois principales nuances du gouvernement républicain, moins les socialistes. Tous les membres du gouvernement et tous les ministres avaient non-seulement le même devoir,

mais le même intérêt d'ambition à servir loyalement la République, le gouvernement et l'Assemblée. Les dissentiments énergiques et profonds qui avant cette période et depuis séparèrent les pensées et les sentiments de Lamartine, des pensées et des sentiments de quelques-uns de ses collègues, ne doivent pas déteindre sur la vérité de l'histoire. Lamartine ne vit pas alors un seul symptôme qui n'attestât dans tous la plus parfaite identité de vues, et la plus irréprochable loyauté de concours pour l'affermissement régulier de la République. Il n'y avait pas d'alliance mais il n'y avait pas d'ombres.

Il n'en était pas de même de quelques agents de l'administration et de quelques membres de l'Assemblée nationale autour du gouvernement. On entrevoyait dans leurs actes un esprit de secte, de prosélytisme personnel, et d'accaparement de la République dans leurs mains et dans les mains de leurs amis. Esprit de prosélytisme étroit, jaloux, petit, et tout à fait contraire au véritable esprit de gouvernement. Il n'échappait point à Lamartine que les choix administratifs se concertaient et se faisaient d'avance dans ces cénacles de gouvernement. ils étaient souvent contraires à ses vues ; mais indifférent aux hommes, et sans aucune prétention de prédominance personnelle, il affecta de ne pas voir pour ne pas diviser.